L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 6 MARS 1887.

PETITES ANNONCES.

A VENDRE

A vendre—Le salon de liqueurs connu sous le nom de "Fairbairn's Exchange," situé 46 Passage de la Bourse. Pour les conditions, s'adresser sur les lieux. 6mars—3f

A VENDRE—Pour cause de mauvaise santé, une épicerie et café faisant de bonnes affaires. S'adresser No 111, rue Franklin et Perdido. 2 mars—1 sem

Epicerie et barre à vendre dans le 2e district. S'adresser encoignure Ursulines et Miro. 27 fév—7f

A vendre—Souvenirs d'Amérique et de France, par une Créole (Mme Allsiny). A 25 cts. par numéro (Edition E). Chez les libraires Goldth Waitz, 2 et 4 Passage de la Bourse. 27fév—7f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de James L. Morrison.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,018—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles en ont pour lesquelles le compte produit par Mrs. Lizzie M. Morrison, administratrice de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

6 mars—6.11.15

Succession de Giovanni Messina.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,737—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons qu'elles en ont pour lesquelles le compte présenté par Joseph Desposito, exécuteur testamentaire de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

6 mars—6.11.15

Succession de Mary Mitchell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 19,707—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles en ont pour lesquelles le compte produit par Thos Dunne, exécuteur testamentaire de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

6 mars—6.11.15

Succession de Engle Hart.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 20,333—Division E—Attendu que Oscar Hart a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Engle Hart, décédé intestat, avec résidence à la Nlle Orléans, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue devant l'Hon. Andrew Hero jr., notaire en cette ville, le LUNDI, 21me jour de mars 1887, à 11 heures du matin, dans le but de délibérer sur les affaires de la succession et de s'il y a lieu nommer un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et ordonné aussi que toutes les procédures judiciaires contre la personne aussi bien que contre les biens dudit petitionnaire soient suspendues et que Armand Villa, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 14 février 1887.
[Signé] ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

15fév—3f

ANNONCE JUDICIAIRE.

Jas A. Renshaw vs ses créanciers.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans. Jas. A. Renshaw vs ses créanciers—No 20,260. Division A. Ordre de Cour. Sur la requête présentée par le dit Jas. A. Renshaw, son accepte pour ses créanciers; que W. B. Sommerville, Esq., avocat, soit et est par le présent nommé pour représenter les créanciers du dit insolvable, absents, qu'une assemblée des créanciers du dit Renshaw soit tenue devant Hon. Jas. Lanier Villard, notaire public en cette ville, le jeudi 24e mars 1887, à 11 heures du jour, pour délibérer sur les affaires du dit insolvent, et pour dans l'intervalle toutes les procédures judiciaires contre le dit Renshaw et ses créanciers soient suspendues et que Frank L. Place, soit appointé syndic provisoire.

Nouvelle-Orléans, Lne., 21 février 1887.
[Signé] A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie exacte:
JAS. D. RANKIN,
23 fév—3f enlig Député greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. Division B. No 20,266—George H. Baisley vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire George H. Baisley soit et est par le présent acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant N. B. Trot, notaire en cette ville le LUNDI, 7eme jour de mars 1887 à 11 heures A. M., pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et élire un syndic, et aussi voir sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et sur son application pour sa décharge et que Frank L. Richardson, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire, et il est de plus ordonné que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne et les fonds du dit pétitionnaire George H. Baisley soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 19 février 1887.
(Signé) W. T. HOUSTON, Juge.

Pour copie conforme:
W. J. McDONNELL,
22fév—1.8.15.22mars Député Greffier

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans. Je certifie par ceci que le 2me jour de février 1887 un jugement a été rendu par cette cour dans l'affaire susdite, conçue en termes et chiffres suivants:

Mme Frances J. Benedict, femme, etc. vs. son mari—No 19,652.

Sur motion de F. B. Thomas, avocat de la plaignante et sur production de la Cour des preuves à l'appui, le tout lu et considéré, il a été prononcé de la plaignante—

Il est ordonné aujd. et décrété que le jugement par défaut enregistré dans cette affaire le 28 janvier 1887 soit maintenant confirmé et rendu final, et conséquemment qu'il y ait jugement en faveur de la dite plaignante Mme Frances J. Benedict, femme, et contre le défendeur Ferdinand Michel, son mari, déclarant une séparation des propriétés entre la dite plaignante et son mari et une dissolution de la communauté de biens et propriété existant entre eux.

Et il est de plus ordonné que la dite plaignante recouvre et obtienne du dit défendeur la somme de deux mille cinq cents piastres avec intérêt légal du 9 mars 1878 jusqu'à l'hypothèque et le privilège accordés par la loi aux femmes mariées.

Jugement rendu le 2 février 1887.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et annexé le sceau de la dite Cour, dans la ville de la Nouvelle Orléans, ce 10me jour de février de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept.

M. A. McDONNELL, Député-Greffier.

Le tier—4 et 30 jours.

GROS LOT

$150,000

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature dans un but de charité et pour aider au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, pour un terme populaire de vingt années, à partir de la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et trimestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early

—POUR—

UNE FORTUNE

Le Grand Tirage Mensuel

CLASSE C.

—DE—

LA COMPAGNIE DE

LA LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

AURA LIEU A LA

Nlle-Orléans,

MARDI, 15 MARS 1887.

2,179 Lots, montant en tout à

$535,000.

Le tirage commencera positivement ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADEMIE DE MUSIQUE.

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets, à $10 le Billet.

DEMI-BILLET $5, CAQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS:

1 Gros lot de	$150,000	$150,000
1 ... de	50,000	50,000
1 Lot de	20,000	20,000
1 ... de	10,000	10,000
4 Lots de	5,000	20,000
20 Lots de	1,000	20,000
50 Lots de	500	25,000
100 Lots de	300	30,000
200 Lots de	200	40,000
500 Lots de	100	50,000

LOTS D'APPROXIMATION:

100 Lots d'approximation	$300	$30,000
100 ...	200	20,000
100 ...	100	10,000
1000 ...	50	50,000
2,179 Lots s'élevant à		$535,000

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très distinctement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Billets d'argent par Postal Notes, Express Order, changes de New-York, certifiés sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être enregistrées et l'Express à nos frais.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresse vos lettres enregistrées à

La Nouvelle Orléans National Bank,
New Orleans, La.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early aux tirages dont ils sont les directeurs, est une garantie d'honnêteté, loyauté et ensuite pour chaque portion de billet une garantie que les chances de tous sont égales, personne au monde ne pouvant, avoir à l'avance les numéros que le sort favorisera. Donc, toute personne assumant qu'elle garantit les lots aux tirages de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, en faisant d'autres promesses inférieures à réaliser, est un filet et un escroc. L'argent remis en réponse à de pareilles annonces est obtenu dans le but de tromper et de dépouiller ceux qui ne sont pas sur leurs gardes

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—James Lewis vs. Ses Créanciers—No. 19,426—Division E—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers de James Lewis, insolvable, soit convoquée et tenue pardevant Andrew Hero Jr., notaire en cette ville, LUNDI, le 21me jour du mois de mars 1887, à 11 heures A. M., dans le but de fixer les termes et conditions de la vente des propriétés immobilières et autres biens remis par le dit insolvable.

Nouvelle Orléans, 3 mars 1887.
[Signé]: ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député greffier.
4 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Charles J. Oberle vs. ses créanciers—No. 20,322—Division E—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles J. Oberle soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant N. B. Trot, notaire en cette ville le LUNDI, 7eme jour de mars 1887 à 11 heures A. M., pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et élire un syndic et de plus voir sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et aussi voir sur son application pour sa décharge et que Frank L. Richardson, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire, et il est de plus ordonné que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne et les biens du dit pétitionnaire George H. Baisley soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 19 février 1887.
[Signé] ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme:
W. J. McDONNELL,
Député Greffier.

8 mars—3f en 30 jrs

W. M. Mayewski vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,310—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles en ont pour lesquelles le compte présenté par Joseph Desposito, exécuteur testamentaire de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.

2 mars—2,6,11.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Luigi Capuano vs. ses créanciers—20,340—Division A—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Luigi Capuano soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Benjamin Ory, notaire, en cette ville, le MARDI, 15ème jour de mars 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues et que Les Lyons, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, le 23 février 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

27fév—3f en 30 jrs

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—John Cordes vs. ses créanciers—No 20,090—Division B—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire John Cordes et Gus Matthey, individuellement et comme membres de la succession de Caroline Matthey, soit et est acceptée pour le bénéfice de tous les créanciers dudit insolvable et il est ordonné qu'une réunion de dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Fred. Zengel, notaire, le 4me jour de mars 1887 sur l'application antérieurement faite dans cette affaire pour un rapport, et de plus pour la question l'abandon fait dans cette affaire et de nommer un syndic, et de prendre toutes autres mesures qui pourraient être ordonnées conformément à la loi, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens desdits pétitionnaires soient suspendues et que Percy Roberts, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents desdits insolvables.

Nouvelle Orléans, 5 février 1887.
(Signé) W. T. HOUSTON Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député greffier.

8 fév—3f en 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—T. J. Carver & Co. et T. J. Carver et H. O. L. Bayne vs. leurs créanciers—No 20,124. Division D—Ordre de Cour—Que la cession des biens des pétitionnaires, la raison commerciale de T. J. Carver & Co. et T. J. Carver et H. O. L. Bayne individuellement et comme membres de la dite raison commerciale, soit et est par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Andrew Hero jr., notaire en cette ville, le SAMEDI, 5me jour d'Avril 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires des dits pétitionnaires, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et sur son application pour sa décharge et que toutes les procédures judiciaires contre la personne et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues pendant ce temps et que Frank L. Richardson, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire, et il est de plus ordonné que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 17 février 1887.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

9 fév—3f en 30 jours

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Emile Lanusse vs. ses créanciers—No 20,284—Division C—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Emile Lanusse soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Andrew Hero jr., notaire en cette ville, le MARDI, 8me jour de mars 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues et que Les Lyons, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, le 23 février 1887.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme,
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

27fév—3f en 30 jrs

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Wm C. Hardwick vs. ses créanciers—No 20,248—Division B—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire, William C. Hardwick, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Nicholas R. Trot, notaire en la ville de la Nlle Orléans le LUNDI, 7ème jour de mars 1887, à 11 heures A. M., à l'effet de délibérer sur les affaires dudit pétitionnaire, pour nommer un syndic et voir sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et sur son application pour une décharge, et que Christopher Angelo, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents. Et il est de plus ordonné que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire William C. Hardwick soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 18 février 1887.
Signé: W. T. HOUSTON Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, député greffier.

19 fév—19 26—mars 5 12

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Je certifie ici certifie ici certifie le 2me jour de janvier 1887 jugement a été rendu dans cette Cour dans l'affaire ci-dessus intitulée dans les termes et avec les chiffres qui vas in: Bridget Hennegan vs. Jeremiah J. Healy—No 19 511—Division A.

Sur motion de Julien A. Seglers, avocat de la plaignante et en appuyant sa demande de preuves; le tout lu et considéré, il a été prononcé en faveur. Il est ordonné, adjugé et décrété que le "défaut" ici enregistré, le 17 janvier 1887, soit maintenant confirmé et rendu final, et en conséquence il y ait jugement en faveur de Bridget Hennegan et contre Jeremiah J. Healy en cas d'absence et contumace, et que les propriétés entre elle et son dit mari, et conjointement le dit défendeur à payer à la dite plaignante la somme de deux cents dollars avec intérêt de 5 pour cent à partir du 30 mars 1874 jusqu'à parfait paiement, montant de ses droits paraphernaux provenant de la succession de feu Daniel Sullivan, père de la dite plaignante et de plus ordonné et décrété que la plaignante ait seule le droit de disposer et de jouir de tous les biens qu'elle pourra acquérir, à l'avenir par son travail et par son industrie à partir du 3 janvier 1887, date de l'enregistrement du présent, et que la défendeur paye les frais. Jugement rendu le 22 janvier 1887. Jugement signé le 27 janvier 1887.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ici ma signature et fait le sceau de la Cour, dans la ville de la Nouvelle Orléans, ce 10me jour de février de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept.

M. A. McDONNELL, Député-Greffier.

Le tier—4 et 30 jours.

VENTES A L'ENCAN.

PAR SPEAR & ESCOFFIER.

Propriété
RUE DAUPHINE,
Vis-à-vis l'Eglise St-Vincent de Paul.

Succession de Kunegunda Brunner, épouse de Henry Luhring.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 20,060.

PAR SPEAR & ESCOFFIER, Place d'Armes, Encanteur, Bureau, 46 rue Royale—SAMEDI, 9 avril 1887, à midi, il sera vendu à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine entre Gravier et Natchez en vers et consécutivement à un ordre de l'Hon. Thos. Jugé de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procédural à la vente à enchère publique à la requête de Mr. Albert Voorhies, Esq., curateur de la succession de Mme Kunegunda Brunner, épouse de Henry Luhring, de

Trois cottages doubles couverts en ardoises, rue Pauline, entre Marais et Urquhart.

Deux cottages neufs, élégants et simples, couverts en ardoises, rue Pauline, entre Marais et St Claude, en face du square Macarty.

Le cottage double couvert en ardoises, No 73 rue Bartholomew, entre Bourgogne et Remparts.

Huit bons terrains rue Pauline, entre Marais et Urquhart.

Le cottage simple à un étage, rue Dauphine, entre les rues Léonidas et Jefferson.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A—No 18,645.

Succession de Charles Martens.

Vente pour effectuer un partage parmi les héritiers.

PAR J. V. GOURDAIN, Encanteur—Bureau, No 79 rue Bienville.—SAMEDI 9 avril 1887, à midi, à la Bourse d'Encan Arcade, rue des Magasins entre les rues Gravier et Natchez, en vertu d'un jugement de l'Hon. Jas. D. Rankin, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division A, rendu le 31 janvier 1887 et signé le 4 février 1887, il sera vendu à l'encan, le droit de succession de Charles Martens, savoir:

Acte de vente pardevant M. T. Ducros, notaire, aux frais de l'acquéreur.

5mars—5 12 19 26 av2 9

Propriété rue Mandeville.

Succession de M. et Mme J. B. Laine.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

PAR SPEAR & ESCOFFIER—Place d'Armes, Encanteur—Bureaux, 46 rue Royale—SAMEDI, 9 avril 1887, à midi, il sera vendu à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, en vertu et conformément à un ordre de l'Hon. Albert Voorhies, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, la procédural à la vente à enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le MARDI, 8 mars 1887, à 10 1/2 heures A. M., la propriété ci-dessus décrite, à savoir:

Un lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, désigné par le No 1, dans l'îlot borné par les rues Pauline, Marais, Independance et Urquhart, formant le coin des rues Pauline et Marais, et mesurant 31 pieds 9 pouces en front sur la rue Pauline, sur une profondeur, et une façade rue Marais de 123 pieds 7 pouces et 3 lignes.

Les améliorations consistent en un cottage double à un étage, couvert en ardoises, ayant de chaque côté 2 chambres et une cuisine.

Le dit lot d'après le plan annexé à l'acte passé pardevant Louis Lecorgne, notaire, le 6 janvier 1886, lequel terrain mesure 31 pieds 9 pouces de front sur la rue Pauline sur cent soixante pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
1mars—1 5|8 15 22 29 av2

ANNONCE JUDICIAIRE.

H. F. Koch vs Paul St Pierre.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 19,877—En vertu d'un writ de saisie-arrêt à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à enchère publique à la porte de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procédural à la vente à enchère publique à la requête de Mr. Albert Voorhies, Esq., curateur de la succession de Mme Kunegunda Brunner, épouse de Henry Luhring, de

Deux cottages neufs, élégants et simples, couverts en ardoises, rue Pauline, entre Marais et St Claude, en face du square Macarty.

Le cottage double couvert en ardoises, No 73 rue Bartholomew, entre Bourgogne et Remparts.

Huit bons terrains rue Pauline, entre Marais et Urquhart.

Le cottage simple à un étage, rue Dauphine, entre les rues Léonidas et Jefferson.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A—No 18,645.

Succession de Charles Martens.

Vente pour effectuer un partage parmi les héritiers.

PAR J. V. GOURDAIN, Encanteur—Bureau, No 79 rue Bienville.—SAMEDI 9 avril 1887, à midi, à la Bourse d'Encan Arcade, rue des Magasins entre les rues Gravier et Natchez, en vertu et conformément à un ordre de l'Hon. Jas. D. Rankin, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division A, rendu le 31 janvier 1887 et signé le 4 février 1887, il sera vendu à l'encan, le droit de succession de Charles Martens, savoir:

Acte de vente pardevant M. T. Ducros, notaire, aux frais de l'acquéreur.

5mars—5 12 19 26 av2 9

Propriété rue Mandeville.

Succession de M. et Mme J. B. Laine.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

PAR SPEAR & ESCOFFIER—Placide J. Bray, Encanteur—Bureaux, 46 rue Royale—SAMEDI, 9 avril 1887, à midi, il sera vendu à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, en vertu et conformément à un ordre de l'Hon. Albert Voorhies, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procédural à la vente à enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le MARDI, 8 mars 1887, à 10 1/2 heures A. M., la propriété ci-dessus décrite, à savoir:

Un lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, désigné par le No 1, dans l'îlot borné par les rues Pauline, Marais, Independance et Urquhart, formant le coin des rues Pauline et Marais, et mesurant 31 pieds 9 pouces en front sur la rue Pauline, sur une profondeur, et une façade rue Marais de 123 pieds 7 pouces et 3 lignes.

Les améliorations consistent en un cottage double à un étage, couvert en ardoises, ayant de chaque côté 2 chambres et une cuisine.

Le dit lot d'après le plan annexé à l'acte passé pardevant Louis Lecorgne, notaire, le 6 janvier 1886, lequel terrain mesure 31 pieds 9 pouces de front sur la rue Pauline sur cent soixante pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
26 fév—26 mars 5 12 16 26 29

ANNONCE JUDICIAIRE.

W. S. Benedict vs Nathaniel Hill.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,291—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à enchère publique à la porte de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procédural à la vente à enchère publique à la requête de Mr. Albert Voorhies, Esq., curateur de la succession de Mme Kunegunda Brunner, épouse de Henry Luhring, de

De tout le Stock contenu dans ledit magasin,

comprenant MARCHANDISES DE FANTAISIE (principalement d'importation française), LIVRES, PAPETERIE, PAPIERS PEINTS, INSTALLATIONS, et un lot de comptes ou vente d'après un inventaire enregistré.

Aussi un vaste assortiment de livres d'école français, de Livres de Médecine de Droit de Littérature, de Voyages, d'Art, de Fiction, etc.

Conditions—Comptant sur les lieux.

5 mars—5 6 7 mars

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif civil d'une propriété de valeur assez élevée dans le Deuxième District

James R. Mitchell vs Mme M. J. Pascal veuve defl. E. G. Lecomte

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,443—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus je procéderai à la vente à enchère publique à la porte de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procédural à la vente à enchère publique à la requête de James R. Mitchell vs Mme M. J. Pascal veuve defl. E. G. Lecomte

Un terrain ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, désigné par le No 1, dans l'îlot borné par les rues Pauline, Marais, Independance et Urquhart, formant le coin des rues Pauline et Marais, et mesurant 31 pieds 9 pouces en front sur la rue Pauline, sur une profondeur, et une façade rue Marais de 123 pieds 7 pouces et 3 lignes.

Les améliorations consistent en un cottage double à un étage, couvert en ardoises, ayant de chaque côté 2 chambres et une cuisine.

Le dit lot d'après le plan annexé à l'acte passé pardevant Louis Lecorgne, notaire, le 6 janvier 1886, lequel terrain mesure 31 pieds 9 pouces de front sur la rue Pauline sur cent soixante pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
26 fév—26 mars 5 12 16 26 29

ANNONCE JUDICIAIRE.

Un grand lot assorti de groceries.

Vins, Liqueurs, etc., etc.

C. Boyle & Co. vs John D. O'Neil,

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 20,291.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le MARDI, 8 mars 1887, à 10 1/2 heures A. M., la propriété ci-dessous décrite, à savoir:

Un grand lot assorti de groceries fines, vins, liqueurs, installations, meubles et autres objets, etc.

Aussi un cheval et un wagon.

Sur les lieux, coin des rues Calliope et Liberté.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
26 fév—3 mars 5 6 7 8 9 10

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de Henri Billard.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

Division D—No. 19,093.

PAR E. CURTIS.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de Henri Billard.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

Division D—No. 19,093.

PAR E. CURTIS—Bureau, No. 40 rue Royale—En vertu d'un ordre de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division D, l'honorable N. H. Rightor, juge, en date du 24 février 1887, le procédural à la vente LUNDI 7 mars 1887, sur les lieux ci-dessous désignés et l'héritage dans le Deuxième District à 10:30 A. M.

De tout le Stock contenu dans ledit magasin,

comprenant MARCHANDISES DE FANTAISIE (principalement d'importation française), LIVRES, PAPETERIE, PAPIERS PEINTS, INSTALLATIONS, et un lot de comptes ou vente d'après un inventaire enregistré.

Aussi un vaste assortiment de livres d'école française, de Livres de Médecine de Droit de Littérature, de Voyages, d'Art, de Fiction, etc.

Conditions—Comptant sur les lieux.

5 mars—5 12 19

PAR E. CURTIS.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de Henri Billard.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

Division D—No. 19,093.

PAR E. CURTIS—Bureau, No. 40 rue Royale—En vertu d'un ordre de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division D, l'honorable N. H. Rightor, juge, en date du 24 février 1887, le procédural à la vente LUNDI 7 mars 1887, sur les lieux ci-dessous désignés et l'héritage dans le Deuxième District à 10:30 A. M.

De tout le Stock contenu dans ledit magasin,

comprenant MARCHANDISES DE FANTAISIE (principalement d'importation française), LIVRES PAPETERIE PAPIERS PEINTS, INSTALLATIONS, et un lot de comptes ou vente d'après un inventaire enregistré.

Aussi un vaste assortiment de livres d'école française, de Livres de Médecine de Droit de Littérature, de Voyages, d'Art, de Fiction, etc.

Conditions—Comptant sur les lieux

5 mars—5 12 19 26—avril 2 9

VENTES A L'ENCAN.

PAR J. V. GOURDAIN.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Propriétés de valeur améliorées et non améliorées dans les Troisième et Septième Districts.

Trois cottages doubles couverts en ardoises, rue Pauline, entre Marais et Urquhart.

Deux cottages neufs, élégants et simples, couverts en ardoises, rue Pauline, entre Marais et St Claude, en face du square Macarty.

Le cottage double couvert en ardoises, No 73 rue Bartholomew, entre Bourgogne et Remparts.

Huit bons terrains rue Pauline, entre Marais et Urquhart.

Le cottage simple à un étage, rue Dauphine, entre les rues Léonidas et Jefferson.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A—No 18,645.

Succession de Charles Martens.

Vente pour effectuer un partage parmi les héritiers.

PAR J. V. GOURDAIN, Encanteur—Bureau, No 79 rue Bienville.—SAMEDI 9 avril 1887, à midi, à la Bourse d'Encan Arcade, rue des Magasins entre les rues Gravier et Natchez, en vertu et conformément à un jugement de l'Hon. Jas. D. Rankin, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division A, rendu le 31 janvier 1887 et signé le 4 février 1887, il sera vendu à l'encan, le droit de succession de Charles Martens, savoir:

Acte de vente pardevant M. T. Ducros, notaire, aux frais de l'acquéreur.

5mars—5 12 19 26 av2 9

Une résidence en briques à un étage, couverte en ardoises, dans le Deuxième District, No. 86 rue St. Pierre, entre Dauphine et Bourbon.

PAR J. V. GOURDAIN, encanteur—Bureau, No 79 rue Bienville—SAMEDI 10 mars 1887, à midi à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez, il sera vendu à l'encan la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues St. Pierre, Dauphine, Conti et Bourbon, mesurant 31 pieds 10 pouces de face à la rue St. Pierre sur une profondeur de 123 pieds 6 pouces et 5 lignes. Le dit lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations y érigées et connu comme étant le No 86 rue St. Pierre, entre Dauphine et Bourbon.

Les améliorations consistent en une résidence en briques à un étage, couverte en ardoises, ayant quatre chambres, un cabinet et galerie dans le fond, voies, privilèges y appartenant situé dans le Sixième District de cette ville (anciennement la ville de la Nouvelle Orléans) et portant le numéro onze de l'îlet No 34, borné par les rues Valence, Camp, Cadiz et l'hestnut, d'après un plan dressé par Louis Surct, le 15 février 1836, lequel terrain mesure 40 pieds de front sur la rue Valence,